

MEDPRO

Newsletter

Prospectives Méditerranéennes



Quels Scénarios pour l'Euro-Méditerranée en 2030?

Dr. Rym Ayadi

Chercheuse Senior, CEPS, Coordinatrice de MEDPRO

Suite aux soulèvements qui ont mis un terme à des décennies de dictature, le Sud de la Méditerranée se trouve à un tournant historique. Avant les révolutions, un scénario de statu quo semblait prévaloir, caractérisé par un subtil mélange d'insoutenabilité et de coopération Euro-Méditerranée partielle. Dès lors qu'aucune réforme politique et démocratique n'avait été envisagée, une vision de l'avenir caractérisée par une insoutenabilité latente, teintée d'une stabilité superficielle, semblait la plus vraisemblable. Et non seulement l'absence de réformes politiques et d'ouverture démocratique étaient patentes, mais la détérioration des libertés politiques et un non respect de la loi semblaient davantage la règle que l'exception, dans une conjoncture internationale marquée par l'échec des politiques européennes à ancrer la région dans un sentier de développement soutenable. Si cette situation a prévalu jusqu'au début 2011, dans le sillage des révoltes arabes, le futur s'est soudainement drapé d'incertitude: des changements radicaux sont en cours et les politiques d'autres acteurs extérieurs (Chine, Golfe Persique, Etats Unis) sont également redéfinies. Ainsi s'écarte un scénario d'un statu quo à l'horizon 2030, pour laisser place à différentes visions du futur, qui pourraient émerger selon l'interaction de différents signaux.

La premier et le plus désastreux d'entre eux est celui d'une zone « Euro-Méditerranée en danger » où la mer Méditerranée deviendrait une ligne de fracture entre deux civilisations opposées. Dans ce scénario, les conflits sporadiques s'enliseraient et se propageraient d'un pays à un autre, renforçant ainsi les incertitudes politiques et difficultés socioéconomiques. Les conflits non résolus du Sahara Occidental et du Moyen Orient se propageraient, et exacerberaient les tensions socioéconomiques dans la région. Dans ce scénario, le conflit en Libye se muerait en une longue guerre civile, foyer de tensions dans le voisinage du pays. Dans un tel contexte, des mouvements radicaux et d'autres organisations terroristes pourraient prendre le pouvoir, et en l'absence d'autorités désireuses de nouer des relations avec l'UE ou d'autres acteurs, aucun mécanisme de coopération en matière de migration, sécurité, énergie ne pourra voir le jour. En somme, en 2030, dans ce scénario la Méditerranée se transformerait en une mer « tampon » d'une zone de conflits qui, faute d'être contenus, s'étendraient aux frontières Nord Africaines et aboutiraient à une triste répétition de l'Histoire : guerre et destruction.

Ce scénario catastrophe, ne doit pas être sous estimé. Le volontarisme doit être de mise afin d'éviter le pire aux futures générations Euro-Méditerranéennes. Aussi, à condition qu'il existe une volonté politique qui voie les révolutions arabes comme une opportunité et on une menace, deux autres visions du futur des relations Euro-Méditerranéennes peuvent émerger; chacune caractérisée par des sentiers différents de coopération Euro-Méditerranée.

Dans la perspective d'une « Union Euro-Méditerranée », forts de leur passé commun et de la croyance en un avenir commun, l'Europe et le Sud de la Méditerranée formeraient une région intégrée dotée d'un marché commun construit sur le modèle de l'Espace Economique Européen (EEE), duquel la Norvège et la Suisse sont aujourd'hui membres. Ce scénario se traduirait par l'adoption de l'acquis Européen conduisant ainsi

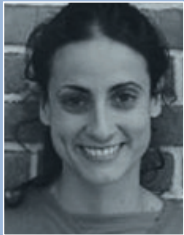
à une plus importante convergence entre les deux régions. Sous une telle hypothèse, les tensions actuelles et les conflits dans la zone Euro-Méditerranée seraient résolus. Par ailleurs, comme les pays de la région sont loin de former un ensemble homogène en termes de développement économique et politique, la nouvelle politique de voisinage basée sur davantage de « différenciation » se traduirait par un rythme d'adhésion à l'espace différent selon les pays. Dans une telle perspective, l'Union pour la Méditerranée (UpM) jouerait un rôle clé dans la coopération régionale et par là même dans les progrès dans l'intégration économique de la région. Toutefois, l'importance de l'institution serait amenée à diminuer, une fois tous les pays de la région deviennent membres de l'EEE. La réussite d'une Communauté Euro-Méditerranéenne influencerait alors le scénario mondial à l'horizon 2030, qui serait alors caractérisé par l'émergence d'un monde tri-polaire (Etats Unis, Chine, Euro-Med) où l'Union Euro-Méditerranée prend sa place sur la scène mondiale.

Une autre perspective qui mérite d'être explorée est celle d'une « Alliance Euro-Méditerranée » où les deux régions demeureraient séparées ; avec au Nord, l'UE (dont les frontières pourraient ou pas être élargies aux Balkans Occidentaux et à la Turquie) et au Sud, les pays Méditerranéens (et éventuellement d'autres pays africains ou du Moyen Orient). Dans un tel scénario, il n'y aurait pas de perspective – voire même de nécessité – d'adhésion à l'EEE, ce qui, faute d'un réaménagement allant dans le sens de cette vision, rendrait la politique de voisinage éventuellement obsolète. Après les révoltes arabes, le Sud de la Méditerranée s'organiserait en capitalisant sur le rôle fort de la Ligue Arabe et des autres institutions comme l'Union du Maghreb Arabe. L'UE et le Sud de la Méditerranée établiraient alors un Traité d'Alliance Euro-Méditerranée couvrant un nombre de domaines d'intérêt mutuel comme la paix, la sécurité, le co-développement, les droits des citoyens, la jeunesse, l'éducation, la recherche, l'innovation et le dialogue interculturel.

Aujourd'hui, alors que le work package de recherches sur la géopolitique et la gouvernance de MEDPRO arrive à son terme, mené par Nathalie Tocci et son équipe exceptionnelle de l'Istituto Affari Internazionali (IAI), il semble que les signaux repérés corroborent l'hypothèse d'une Méditerranée polarisée. Près de six mois se sont écoulés depuis le début des révoltes arabes, et les pays du Sud de la Méditerranée sont toujours plongés dans l'incertitude, avec des forces opposées s'agitant sans objectifs ni direction précis ; partagés entre des dynamiques poussant vers l'insoutenabilité et les espoirs de soutenabilité avec en toile de fond la nécessité de s'adapter à de nouvelles conditions. La réponse européenne à ces événements reste timide, centrée sur le court terme et manque de vision cohérente. Ainsi, passer d'un futur soutenable, que ce soit dans le cadre d'un scénario d'Union ou d'Alliance Euro-Méditerranée ne semble guère plausible aujourd'hui sans qu'un effort sérieux vers une direction ou une autre ne soit déployé.



Soutenabilité et Insoutenabilité de l'Etat après le Printemps Arabe à l'Horizon 2030: Réponses Européennes



Dr. Nathalie Tocci,
Chercheuse senior, Istituto Affari Internazionali (IAI)

L'année 2011 restera inscrite dans l'Histoire comme un point critique où l'évolution politique de la région a basculé. Les soulèvements populaires qui ont traversé le monde

Arabe menant à la chute des régimes de Ben Ali et de Mubarak en Tunisie et en Egypte, ont fondamentalement changé les perceptions de la région, ainsi que ses relations avec l'UE. En ayant commencé avant le début des soulèvements et en continuant par après, menées par Nathalie Tocci et son équipe exceptionnelle de l'IAI, les recherches de MEDPRO dans l'axe de travail sur la géopolitique et la gouvernance s'inscrivent dans ce contexte.

Le premier document de travail de Silvia Colombo a été publié en novembre 2010, c'est-à-dire quelques semaines avant le 17 décembre, date des premières manifestations en Tunisie. Le papier s'est attaché à souligner l'insoutenabilité croissante des structures politiques et socioéconomiques des pays Sud Méditerranéens en analysant des facteurs comme la corruption, les violations des droits de l'Homme, le chômage des jeunes et les disparités régionales, c'est-à-dire les raisons qui ont mené les citoyens Arabes sur la voie de soulèvement contre leurs régimes. Rétrospectivement, le papier s'est avéré pertinent au regard des événements car il postulait un premier scénario d'insoutenabilité qui, dans la période suivante, aurait pu basculer dans l'instabilité.

Vinrent alors les révoltes, au moment où les chercheurs étaient plongés dans les travaux pratiques qui ont servi de base aux études empiriques du projet. Les études sur les cas Israël-Palestine (Paolo Napoletano), Syrie-Liban, Maroc (Silvia Colombo), Tunisie et Egypte (Maria Cristina Paciello) ont été conduites entre décembre 2010 et Mai 2011, c'est-à-dire juste avant, pendant, et après les révoltes. La dernière étude par Nathalie Tocci présente une comparaison entre les différents travaux entrepris dans cet axe de recherche ainsi qu'une analyse critique de la réponse de l'UE à ces événements. Si à l'automne 2010 – au moment de la rédaction de l'étude de Colombo – le scénario dominant était celui d'un statu quo plus ou moins insoutenable, en été 2011 – lorsque le papier final de Tocci était écrit – la principale tendance à se dessiner est celle d'une polarisation. Tandis que la Tunisie tente de se rapprocher d'un futur soutenable, l'Egypte et le Maroc tendent davantage vers de nouvelles versions d'un bon usage du néo-autoritarisme. La situation en Syrie et au Liban, est par contre caractérisée par de nouvelles et anciennes formes de violence (insoutenable) et de conflit. Ainsi, en 2011 les perspectives futures semblent bien plus variées qu'en 2010. En partie indépendamment de la vague de révoltes arabes, mais grandement influencée par celles-ci, l'UE s'est engagée dans une redéfinition de ses politiques à l'égard du Sud de la Méditerranée, particulièrement dans le cadre d'une révision de sa politique de voisinage. Il reste néanmoins à vérifier si l'UE parviendra à relever le défi avec succès ou si, hélas, ses initiatives resteront en deçà des changements historiques dans la région.

Egypte: Changements et Défis de la Transition Politique

Maria Cristina Paciello
Chercheuse, Istituto Affari Internazionali (IAI)



Le 11 février 2011, après 18 jours de manifestations sans précédent, Hosni Mubarak s'est vu obligé de démissionner, mettant ainsi à jour l'insoutenabilité du système politique et économique qui assura sa continuité à la tête de l'Etat pendant plus de 30 ans. Si la révolution du 25 janvier a remporté un succès majeur – la chute de Hosni Mubarak – le futur politique de l'Egypte reste opaque et exposé à de multiples risques. Dans le long terme, le progrès vers un équilibre garantissant une soutenabilité de l'Etat dépendra de la capacité et de la profondeur qu'auront les forces politiques du pays à marginaliser l'ancien système de pouvoir. En effet, dans la première phase de transition, un certain nombre de facteurs ont rendu l'ancien système particulièrement résilient. Le Conseil Suprême des Forces Armées a géré la phase d'interim par une approche du haut vers le bas, opaque, dans la mesure où il désire une transition rapide mais à portée circonscrite. Tous les engagements du Conseil Suprême des Forces Armées visant à réformer l'appareil de sécurité de l'Etat, les médias ou le système judiciaire sont de nature purement cosmétique. Par ailleurs, conduire des élections parlementaires sous la constitution actuelle pourrait mener à un système politique semblable à celui mis en place sous Mubarak. De plus, comme la plupart des forces politiques et des groupes de la société civile, particulièrement les acteurs nouveaux, manquent d'unité et ont besoin de temps et de ressources pour structurer leurs actions et mobiliser l'électorat, les élections prévues en automne 2011 pourraient bien mener à un parlement à représentativité étroite, composé principalement des Frères Musulmans et de partisans de l'ancien régime revêtus de nouveaux habits. Or, si la transition politique égyptienne se dirige vers une transition contrôlée et inachevée, le pays pourrait échouer à résoudre ses problèmes socioéconomiques de long terme car les autorités publiques n'auraient alors aucun intérêt à s'attaquer au clientélisme et à la corruption envahissante. En l'absence de politiques efficaces qui soulagent les effets de la crise économique actuelle, et répondent aux problèmes socioéconomiques structurels du pays, la grogne sociale ne sera vraisemblablement pas contenue. Toutefois, même si les possibilités d'une transition vers une situation davantage soutenable semblent limitées, la trajectoire du pays dépendra du fait si oui ou non le large spectre des forces sociales et politiques les plus dynamiques du pays seront capables d'influencer le cours futur des événements.

Tunisie: Changements et Défis de la Transition Politique

Maria Cristina Paciello
Chercheuse, Istituto Affari Internazionali (IAI)



photo: rais58

Le 14 janvier 2011, Ben Ali a fui le pays suite à plusieurs semaines de manifestations contre le gouvernement. Les perspectives pour une transition politique en Tunisie sont meilleures qu'en Egypte. Le gouvernement intérimaire en Tunisie a géré le processus de transition avec un mécanisme de prise de décision plus inclusif, tout en envoyant des signaux encourageants pour ce qui est de matérialiser le changement politique. Parmi les avancées majeures se trouve la tenue de l'élection d'une Assemblée Constituante chargée de réécrire la Constitution, un des principaux souhaits de la société civile. Ces réussites soulignent surtout que contrairement à l'Egypte, la société civile tunisienne dans son ensemble, des partis politiques aux associations de femmes a fait montre d'une plus grande vitalité et capacité de négociation vis-à-vis du gouvernement intérimaire.

Parallèlement à ces facteurs positifs, la Tunisie doit faire face à de nombreux défis qui pourraient entraver ou ralentir le processus de transition démocratique, et par conséquent, la soutenabilité de long terme de l'Etat tunisien. A long terme, le destin de la transition démocratique tunisienne dépendra non seulement de la marginalisation de l'ancienne structure de pouvoir mais de l'étendue de celle-ci. Cela signifie que des réformes majeures devront être entreprises dans les secteurs stratégiques comme la sécurité, la justice, les médias, afin de démanteler l'ancien système de pouvoir qui continue de s'infiltrer dans l'appareil d'Etat. De plus, la réforme de la Constitution déterminera largement la forme ainsi que la direction de la transition politique, tandis que l'élection de l'Assemblée Constitutionnelle sera cruciale pour décider de quels acteurs la réécriront. Un risque possible réside en ce que l'Assemblée Constitutionnelle n'inclue pas un large spectre de forces politiques et sociales car les anciens partis d'opposition et le parti Al Nahda (parti islamiste banni sous Ben Ali) seraient mieux placés pour y entrer. Si une fois élue, cette dernière ne réussit pas à être aussi représentative qu'il est attendu d'elle, et échoue à proposer une réforme profonde et largement acceptée, le nouveau texte et les institutions qui en résulteraient ne bénéficieraient au mieux que d'une mince légitimité. Enfin, le plus grand défi de la transition politique tunisienne réside dans la résolution de ses problèmes socioéconomiques actuels. Un chômage des jeunes et des disparités territoriales insuffisamment pris en compte pourraient donner lieu à davantage de mouvements sociaux. Dans ce contexte, la contribution dynamique de la société civile tunisienne restera un facteur critique pour faciliter la transition démocratique du pays.

Syrie et Liban: Sentiers Divergents dans l'Insoutenabilité de l'Etat

Silvia Colombo
Chercheuse, Istituto Affari Internazionali (IAI)



photo: shamsn

Discuter des défis à la stabilité et à la soutenabilité de long terme du Liban et de la Syrie s'avère utile pour illustrer les liens forts qui existent entre les deux pays, ainsi que les influences extérieures sur leur développement général. Les trajectoires des deux pays, bien que marquées par des différences radicales pour ce qui est des défis qu'ils doivent actuellement surmonter convergent vers un sentier d'insoutenabilité de long terme. Au Liban, l'Etat se trouve encore en pleine transition déclenchée par la chute du gouvernement Hariri en janvier 2011 et, plus récemment, par les actes d'accusation émis par la Tribunal Spécial pour le Liban à l'encontre de quatre membres du Hezbollah. Si le résultat de cette transition politique reste incertain, la situation actuelle peut être décrite comme celle d'un statu quo en détérioration, due à la faible capacité de l'Etat à fournir des services publics fondamentaux et une légitimité institutionnelle tenue face à l'émergence et l'importance croissante de structures para étatiques, ainsi qu'à une violence latente (et qui parfois éclate au grand jour).

Dans le cas de la Syrie, les défis à la soutenabilité de l'Etat ont connu une évolution dramatique depuis début 2011 rapprochant le pays du point de basculement vers l'instabilité. Etant donné les troubles de plus en plus importants et de violences intenses dans le pays, les perspectives de développement économique et politique sont très faibles et le risque d'un conflit généralisé avec son versant le plus dangereux d'affrontements religieux, ne peut être écarté. Comme dans les autres pays de la région, la hausse du coût de la vie, la corruption endémique, des services publics déliquescents, quatre années de sécheresse et un héritage de longues années d'abus par les services de sécurité ont déclenché une vague sans précédent de protestations contre le régime de Bashar al-Assad. Pour ce qui est du court terme, les manifestations en cours témoignent combien la légitimité du régime, construite autour d'une politique étrangère nationaliste, était exagérée. Quant à savoir si le pays continuera de s'enliser dans la violence politique ou s'il s'embarquera sur un sentier de développement soutenable dépendra aussi bien des dynamiques et des rôles d'acteurs régionaux (Turquie, Iran, Arabie Saoudite) qu'internationaux (Etats Unis, UE, Russie et Chine).

Le Maroc à un Carrefour: Saisir l'Opportunité pour un Développement Durable

Silvia Colombo
Chercheuse, Istituto Affari Internazionali (IAI)



photo: MarocStoun

La question de la soutenabilité de l'Etat est hautement pertinente dans le cas du Maroc. Malgré son image de pays modernisateur et libéralisateur, image nourrie avec soin par le soutien quasi inconditionnel de l'Occident à la monarchie, le Maroc traverse une phase délicate de son développement. Les soulèvements récents dans le Maghreb et le Moyen Orient, parallèlement aux problèmes toujours plus importants d'une éducation de faible qualité, d'une pauvreté généralisée et d'un chômage élevé vont vraisemblablement faire remonter à la surface les éléments insoutenables du statu quo marocain. Les questions centrales résident dans l'amélioration de la qualité des institutions représentatives, la création d'institutions et d'un climat destinés à promouvoir le respect de la loi, afin de résorber la corruption et moderniser le système judiciaire.

Si la qualité institutionnelle est le pré requis d'un développement socioéconomique soutenable, ce dernier ne peut être atteint sans des réformes majeures du système politique. Il existe une opportunité pour s'atteler à la centralisation aigüe de la politique et des mécanismes marocains de prise de décision, au manque de responsabilité publique des institutions monarchiques ainsi qu'à la fragilité des organes représentatifs comme partis politiques et syndicats, ces derniers devant représenter un ensemble d'intérêts face aux mécanismes de décision. La réforme politique au sens strict est la clé de voûte d'un développement soutenable du Maroc. En saisissant cette opportunité et en capitalisant sur des éléments positifs présents, comme une société civile dynamique et une attitude positive des acteurs occidentaux pourrait épargner au pays une période d'instabilité tout en assurant la continuité avec la transition entamée en 1999 au moment de l'arrivée au pouvoir du nouveau roi.

Mohammed VI a répondu en personne à ces défis intérieurs et à la mobilisation en épousant un modèle de réformes préventif et en promettant de s'atteler aux revendications des manifestants. Ces promesses se sont traduites dans les révisions majeures de la nouvelle Constitution qui a été plébiscitée lors du référendum du 1er juillet. Malgré ses nombreuses lacunes, à savoir, le fait qu'elle ait fait l'objet d'un processus non consultatif émanant du pouvoir lui-même et qu'elle ne limite pas significativement les prérogatives du roi, la Constitution offre une marge de manœuvre politique qui n'existait pas auparavant. La question clé est de savoir si les acteurs politiques marocains vont l'utiliser et à quel escient. La prochaine épreuve qui les confrontera sera celle des prochaines élections parlementaires, prévues le 25 novembre 2011, soit un an avant leur date initiale et au cours desquelles les partis marocains devront montrer leur capacité et leur volonté de jouer conformément aux nouvelles règles.

Israel, Palestine et l'Insoutenabilité de l'Etat

Paolo Napolitano,
Doctorant en Sciences Politiques et Relations Internationales à l'Université de Turin



Le conflit Israélo-Palestinien est la cause principale du manque d'intégration dans le Sud de la Méditerranée. Le blocage dans les pourparlers directs, la demande de reconnaissance de l'Etat Palestinien aux Nations Unies, et les hauts et bas dans les discours politiques et médiatiques qui en résultent ont ravivé le spectre de l'impasse de l'inaction. En Israël-Palestine, le concept de soutenabilité implique un sentier de développement sur lequel les pays s'engagent après avoir établi deux Etats viables (selon le Quartet), tandis que l'insoutenabilité se réfère à la continuation du statu quo et la détérioration progressive des indicateurs politiques, économiques et sociaux. Toutefois, soutenabilité et insoutenabilité se prévalent dans ce contexte de caractéristiques différentes : en Israël cela concerne l'essence même de la démocratie israélienne et ses rapports à sa minorité arabe, tandis qu'en Palestine elles se réfèrent à la création d'un Etat palestinien viable capable de répondre aux défis qui se présenteront (à lui) dans le futur. Evidemment, tout progrès vers un sentier de soutenabilité dépend de la fin de l'occupation israélienne et la création d'un Etat palestinien. D'après l'analyse des principaux moteurs politiques, économiques et sociaux de l'insoutenabilité dans les deux pays, faute d'un changement politique notable sur le terrain, le scénario d'une « stabilité fragile » semble résumer la situation actuelle.

Le scénario de « stabilité fragile » est un point intermédiaire sur le continuum entre insoutenabilité et soutenabilité et implique une stabilité politique stérile, capable de maintenir le statu quo actuel mais pas de permettre au(x) pays de surmonter leurs défis futurs. Cette stabilité fragile est fortement encouragée par le gouvernement israélien qui ne montre aucun intérêt particulier à résoudre le conflit (à part dans le discours public) pas plus qu'à cesser ses politiques d'expropriation et de ségrégation sur le terrain. En même temps, Israël fait l'expérience d'une recrudescence des tensions intérieures que le pays se montre capable de gérer pour le moment, mais qui risque de basculer vers une situation d'insoutenabilité, surtout pour ce qui est des relations avec la minorité arabe, et de l'essence de la démocratie dans le cadre des droits politiques, économiques et sociaux. Le même scénario de stabilité fragile mène les palestiniens vers davantage d'insoutenabilité malgré quelques progrès économiques. Poussés par les revendications populaires, après des années d'impasse politique et de divisions entre la Cisjordanie et la Bande de Gaza, les leaders palestiniens vont maintenant demander aux Nations Unies la reconnaissance de leur Etat dans les lignes de 1967 et évitent ainsi de s'engouffrer dans le piège de l'insoutenabilité. Malgré un déséquilibre tangible entre les deux parties, tout progrès dans la soutenabilité d'Israël est dépendant de la création d'un Etat palestinien viable où un nouveau leadership politique bénéficiera de l'autonomie nécessaire à l'exercice de choix pour le pays. Mais même dans l'attente des conséquences du vote aux Nations Unies, cette perspective ne se dessine nulle part à l'horizon.



Evènements Passés

Réunion de MEDPRO à Rome: Le 10 et 11 février 2011, l'Istituto di Studi per l'Integrazione dei Sistemi (ISIS) a accueilli la réunion du Comité des Scénarios de MEDPRO. Les chercheurs y ont présenté les scénarios de référence et discuté de l'impact des révolutions tunisienne et égyptienne.

Prochains Evènements

Atelier scientifique de MEDPRO à Bruxelles: Lors du prochain atelier scientifique de MEDPRO le 22 et 23 septembre 2011 les chercheurs discuteront du progrès de leurs travaux, et en particulier les scénarios de référence et leurs alternatives à la lumière des soulèvements dans le Sud de la Méditerranée.

Interventions de la Coordinatrice de MEDPRO

La Coordinatrice de MEDPRO, Dr. Rym Ayadi a été invitée à la 26e session du Comité Intergouvernemental d'Experts de l'Afrique du Nord organisé par les Comité Economique pour l'Afrique des Nations Unies entre le 22 et 25 février 2011 à Rabat (Maroc). Le Comité a contribué aux recommandations présentées à la Conférence des Ministres des Finances, de la Planification et du Développement Africains tenue entre le 24 et le 29 mars à Addis Abeba (Ethiopie).

La même semaine, Rym Ayadi était invitée au Groupe de Travail MENA-OCDE sur la Politique des Petites et Moyennes Entreprises (PME), Entrepreneuriat et Développement du Capital Humain, organisé le 21 février 2011 à Casablanca (Maroc). Elle est intervenue sur les incitations pour la promotion du financement des PME.

Les 19 et 20 mai 2011, Dr. Rym Ayadi était invitée à une réunion du haut niveau organisée par l'Association des Etudes Internationales en coopération avec la Fondation Ebert et IEMED en Tunisie pour discuter du futur de la coopération Euro-Tunisienne après la révolution.

Les 27 et 28 mai, la Coordinatrice de MEDPRO est intervenue au Forum de l'Institut Marocain des Relations Internationales (IMRI) sur le futur du partenariat Euro-Méditerranéen après les soulèvements de 2011.

Le 20 juin 2011 à Sfax, en Tunisie, lors de la réunion BioProtech financée par la Commission Européenne Rym Ayadi a présenté les premières conclusions de MEDPRO sur le rôle de l'UE dans la promotion du développement régional et local.

Publications de MEDPRO

Téléchargement gratuit sur www.medpro-foresight.eu

L'(in)soutenabilité de l'Etat dans le Sud de la Méditerranée, à l'horizon 2030: La Réponse de l'UE, Nathalie Tocci, Policy Brief MEDPRO, Aout 2011

Tourisme dans la Méditerranée: Scenarios pour 2030, Robert Lanquar, Rapport MEDPRO Juillet 2011

Syrie et Liban: Des sentiers divergents dans l'insoutenabilité de l'Etat, Silvia Colombo, Rapport technique MEDPRO, Juin 2011

Israel, Palestine et le concept de (l'in)soutenabilité de l'Etat, Paolo Napolitano, Rapport technique MEDPRO, Juin 2011

Tunisie: Changements et défis de la transition politique, Maria Cristina Paciello, Rapport technique MEDPRO, Mai 2011

Egypte: Changements et défis de la transition politique, Maria Cristina Paciello, Rapport technique MEDPRO, Mai 2011

Le Maroc à un carrefour: Saisir l'opportunité pour un développement durable, Silvia Colombo, Rapport technique MEDPRO, Avril 2011

MEDPRO in a Nuthsell

Titre	MEDPRO – Prospectives Méditerranéennes
Type de financement	Projet collaboratif : projet de recherche petit-moyen
Coordinateur	Dr. Rym Ayadi, Centre for European Policy Studies (CEPS) rym.ayadi@ceps.eu
Durée	1er avril 2010 – 31 mars 2013 (36 mois)
E-mail de contact	medpro@ceps.eu
Description	MEDPRO explore les défis auxquels les pays du sud de la Méditerranée devront faire face dans les prochaines années. Le projet entreprendra une analyse prospective afin de considérer les interactions entre développement et coopération Euro-Méditerranéenne dans les domaines suivants : géopolitique, démographie, éducation, protection sociale, énergie, changement climatique, commerce et finance. Le but de cet exercice sera de fournir la meilleure assise scientifique pour les décisions politiques futures tant au niveau domestique qu'europpéen dans le cadre de la Politique Européenne de Voisinage (PEV) et de l'Union pour la Méditerranée (UpM)
Partenaires	16 (13 pays)
Consortium	Centre for European Policy Studies, CEPS, Belgique; Center for Social and Economic Research, CASE, Pologne; Cyprus Center for European and International Affairs, CCEIA, Chypre; Fondazione Eni Enrico Mattei, FEEM, Italie ; Forum Euro-Méditerranéen des Instituts de Sciences Economiques, FEMISE, France ; Faculty of Economics and Political Sciences, FEPS, Egypte; Istituto Affari Internazionali, IAI, Italie; Institute of Communication and Computer Systems, ICCS/NTUA, Grèce; Institut Europeu de la Mediterrania, IEMed, Espagne; Institut Marocain des Relations Internationales, IMRI, Maroc; Istituto di Studi per l'Integrazione dei Sistemi, ISIS, Italie; Institut Tunisien de l Compétitivité et des Etudes Quantitatives, ITCEQ, Tunisie; Mediterranean Agronomic Institute of Bari, MAIB, Italie; Palestine Economic Policy Research Institute, MAS, Palestine; Netherlands Interdisciplinary Demographic Institute, NIDI, Netherlands; Universidad Politecnica de Madrid, UPM, Spain; Centre for European Economic Research, ZEW, Germany
Site internet	www.medpro-foresight.eu
Financement de la C.E	2,647,330€
Officier scientifique de la C.E	Dr. Domenico Rossetti di Valdalbero